



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 2, n° 3 | Décembre 2011

Varia

Ludovic Halbert, *L'avantage métropolitain*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « La ville en débat, », 2010, 143 pages.

Martine Legris Revel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9083>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Martine Legris Revel, « Ludovic Halbert, *L'avantage métropolitain*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « La ville en débat, », 2010, 143 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 2, n° 3 | Décembre 2011, mis en ligne le 14 novembre 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9083>

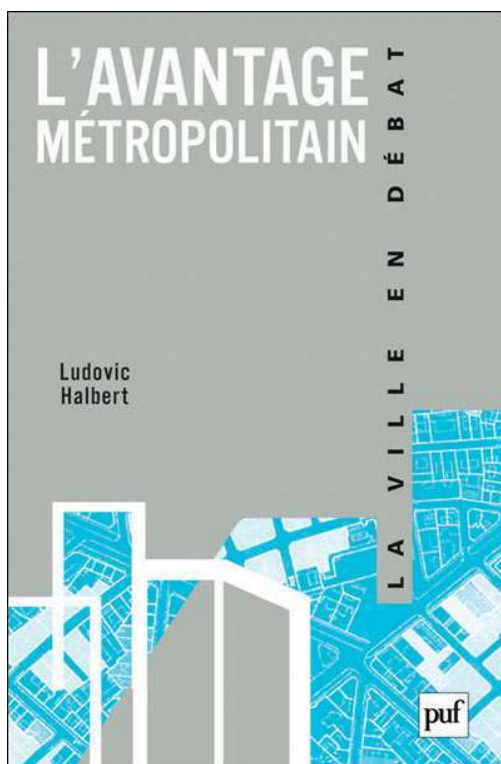
Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Ludovic Halbert, *L'avantage métropolitain*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « La ville en débat, », 2010, 143 pages.

Martine Legris Revel



- 1 Comment pourrait-on définir une métropole ? Et si cette catégorie se révèle pertinente, quels sont les facteurs de sa prospérité ? L'auteur de l'avantage métropolitain s'appuie sur l'économie territoriale pour décrire et analyser ce qui fait l'avantage économique des régions métropolitaines dans la mondialisation. A la fois essai sur les politiques d'aménagement et synthèse des travaux portant sur ces questions, cet ouvrage propose une vision territorialisée et systémique du phénomène de métropolisation contemporain.
- 2 Les travaux basés sur l'économie territoriale sont en plein développement, et offrent un paradigme particulièrement pertinent pour mieux comprendre ce qui permet à une « *région urbaine* » de constituer des « *foyers de la production et de l'accumulation des richesses* » (p.7). En considérant les territoires métropolitains (et régions urbaines) dans leur ancrage géographique et leur inscription dans un écosystème ouvert et intégré, l'auteur donne de la consistance à son analyse de la métropolisation. Il prend ainsi en compte les interactions continues entre les métropoles et leur territoire d'ancrage, territoire entendu de manière extensive comme le milieu du déploiement de la métropolisation, ainsi que les dynamiques de co-crédation internes à ces régions urbaines entre leurs habitants et leurs grandes institutions.
- 3 Ce livre est articulé en trois chapitres principaux. Le premier retrace le contexte du développement rapide des métropoles sur les 30 dernières années et discute des écueils créés par une vision de la métropole réduite à un lieu de concentration d'activités économiques dites « *à forte valeur ajoutée* ». Le deuxième chapitre présente la thèse centrale de l'ouvrage. L'avantage métropolitain tiendrait en la capacité de mobilisation de ressources et d'acteurs variés, en interrelation au sein et à l'extérieur de la métropole. Enfin, le troisième chapitre tire les conclusions de cette analyse en proposant un modèle d'innovation plus ouvert à la société, en termes de développement économique et d'aménagement du territoire.
- 4 Le premier chapitre permet de mieux saisir le projet de cet ouvrage. Il s'agit de battre en brèche la vision de la « *ville d'exception* », qui base son développement économique sur ses relations de longue distance, à l'échelle mondiale, et serait engagée dans une compétition mondiale avec les autres métropoles pour attirer capitaux et investisseurs. L'auteur pointe précisément l'écueil de cette croyance en un développement économique « *hors sol* », ignorant des enjeux de soutenabilité et de diversification des activités. Le développement de « *l'hypermobilité* » des capitaux et de certaines catégories d'acteurs tendrait à concentrer les regards des élus et d'une partie des chercheurs sur la compétition entre territoires, réduisant ainsi les marges de manœuvre en termes de gouvernance économique à la portion congrue : il faut s'adapter ou céder sa place.
- 5 Partant de la perspective de l'économie territoriale, Ludovic Halbert réfute cette analyse, en montrant son côté réducteur et l'état d'impuissance qu'elle génère lorsqu'il s'agit de trouver des moyens de lutter contre les effets négatifs associés à la métropolisation (développement des inégalités sociales et économiques, pression trop forte sur les ressources naturelles, appauvrissement des réseaux considérés comme non pertinents). Il part du constat qu'il existe une relation réflexive entre mondialisation et régions métropolitaines, qui se façonnent l'une l'autre. Il définit les métropoles comme des « *systèmes d'acteurs situés historiquement et géographiquement qui "fabriquent" les grandes circulations de la mondialisation* » (p.22). Finalement, la ville d'exception est le produit d'un double aveuglement : d'abord croire en une hyperspécialisation des fonctions économiques comme avantage concurrentiel qui permettrait un développement général, ensuite penser que les sociétés locales ne seraient pas en capacité d'action dans la

mondialisation. Cette double croyance conduit à l'idée trompeuse d'une adaptation à tout prix des métropoles à la mondialisation. En réalité, le modèle de développement de la ville d'exception ne peut expliquer la super-productivité des métropoles. Il creuse les inégalités sociales et entraîne de nombreux coûts cachés (facture environnementale élevée, absence de prise en compte de la diversité des ressources, etc.).

- 6 Pour repenser l'avantage métropolitain, Ludovic Halbert nous invite alors à mieux saisir les avantages d'un fonctionnement d'ensemble du territoire métropolitain à partir de l'exemple des clusters (groupement de sociétés et d'organismes de recherche autour d'un domaine d'activité spécialisé). Il démontre ainsi l'importance des fonctions d'intermédiation qui répertorient et font connaître toutes les ressources disponibles au sein des métropoles et dans ses réseaux. La mise en lien des acteurs et des ressources va permettre l'approfondissement des effets positifs de l'action collective. Ce qui fait l'avantage métropolitain tient au fait de jouer sur plusieurs échelles territoriales pour mieux combiner et mobiliser des ressources et des acteurs diversifiés.
- 7 Enfin, en tirant les enseignements de sa démonstration en matière d'aménagement du territoire, l'auteur défend l'idée de développer une dynamique transversale plutôt qu'une dynamique sélective. D'un point de vue économique, la métropole n'est pas déconnectée de son environnement. Ludovic Halbert nous invite ainsi à considérer les réseaux, les projets, les lieux et les événements à forte dimension collective comme sources d'une innovation choisie et non subie et, pourquoi pas, solidaire.
- 8 La lecture de la deuxième et de la troisième partie, très stimulantes, fait surgir plusieurs questions. Tout d'abord, la question des échelles territoriales. La métropole, telle qu'elle est définie comme le lieu de concentration des hommes et des activités,, pourrait aussi bien correspondre à une ville comme Lille qu'à une ville comme Paris. La démonstration sur ce point n'est pas claire. Ou, du moins, elle est précise sur le fait que les critères qui définissent une métropole ne sont pas statiques et ne peuvent se réduire à un seuil en nombre d'habitants. Le champ des possibles reste large. Se pose alors la question de l'opérationnalisation du modèle développé par Ludovic Halbert, un des enjeux de cet ouvrage étant d'ouvrir de nouvelles perspectives aux élus et aux aménageurs.
- 9 Ensuite la question des inégalités sociales et économiques est abordée, mais elle aurait mérité d'être sans doute plus développée dans un ouvrage sur l'avantage métropolitain, puisque la réduction des injustices et des asymétries est au cœur de la dynamique d'action collective. Comment agir ensemble si la répartition des richesses n'est pas équitable ? Comment éviter le repli sur soi ?
- 10 L'auteur fait pour la première fois mention de la notion de participation des citoyens à la fin de son ouvrage en page 107. Il serait pourtant logique d'envisager la question de l'implication des citoyens dans la réflexion sur le modèle sociétal sous-jacent à tout projet d'aménagement. La « ville imaginaire », c'est aussi une vision partagée et qui peut se construire à travers le débat public. Ce thème n'est pas explicitement abordé.
- 11 Finalement, ce qui fait le grand intérêt de cet ouvrage est son apport critique et sa proposition de cesser de considérer l'économie comme une « fonction extérieure à la société, qui serait autonome et suivrait des « lois » qui lui seraient propres » (p.72). Cette vision d'un écosystème aux multiples rétroactions est une véritable invitation à repenser le maillage sociétal. Ce faisant, quelle est la place de l'histoire et de la culture des peuples qui habitent ces territoires ? Le format de cet ouvrage, volontairement court, n'a sans doute pas permis à l'auteur d'aborder cette question. Cela laisse une envie d'approfondissement

et d'incarnation plus grande des acteurs et de leurs actions, à travers un travail qui mobiliserait des équipes pluridisciplinaires et intégrerait plus largement la notion d'écologie sociale.

AUTEUR

MARTINE LEGRIS REVEL

Martine Legris Revel est chercheur rattachée au Centre d'Etude et de Recherche Appliquée aux sciences Politiques et Sociales (CERAPS Université Lille 2/CNRS). Elle est directrice adjointe du Groupement d'Intérêt Scientifique « Participation du public, décision et démocratie participative » du CNRS qui regroupe les principaux chercheurs et laboratoires qui étudient ces questions (site : <http://www.participation-et-democratie.fr>). Elle mène des recherches sur la participation et ses enjeux, dans la sphère politique comme dans la sphère économique. Elle participe à plusieurs projets européens de recherche sur la gouvernance démocratique.